

DANS L'ACTUALITE du 4 au 6 octobre 2016

Textes officiels

JORF n° 0233 du 6 octobre 2016

Mise à jour et modifications des missions et de la composition des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité (CCDSA)

[Décret n° 2016-1311 du 4 octobre 2016 modifiant le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité](#)

Jurisprudence

Convention temporaire d'occupation du domaine public

[CE 5 octobre 2016 association Atelier d'Architecture Autogérée, req. n° 396143](#)

Le Conseil d'État annule la suspension du permis de construire pour la restructuration du stade Roland Garros et précise la distinction entre modification ou destruction d'un site classé et déclassement total ou partiel de celui-ci

[CE 3 octobre 2016 Fédération française de tennis, req. n° 398589, 398613](#)

Documents non communicables se rapportant à un marché public

[CE 28 septembre 2016 société Armor Développement et autres, req. n° 390760](#)

Offre inacceptable méconnaissant les dispositions de la loi Lang

[CE 28 septembre 2016 département de la Loire, req. n° 400393](#)

Caractère excessif d'une sanction sans borne temporelle de la CNIL

[CE 28 sept. 2016 Théâtre national de Bretagne, req. n° 389448](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Entreprises et personnes publiques, comment se préparer à la facturation électronique ?

[Des collectivités pilotes expérimentent la dématérialisation des factures en prévision de l'échéance législative du 1er janvier 2017 qui l'impose aux grandes entreprises et aux entités publiques. Elles ont partagé leur expérience lors d'une matinale organisée par l'Association des maires de France le 4 octobre à Paris.](#)

Source : le Moniteur du 06/10/2016

Attribution des marchés publics de construction : la performance environnementale toujours moins privilégiée

[L'Organisme professionnel de qualification de l'ingénierie bâtiment industrie \(OPQIBI\) a rendu publics les résultats d'une enquête sur les marchés de construction réalisée auprès d'acheteurs et maîtres d'ouvrage publics. L'OPQIBI s'étonne notamment que malgré le Grenelle de l'environnement et la transition énergétique, la prise en compte par les maîtres d'ouvrage des « performances en matière de protection de l'environnement » et du « coût global ou coût du cycle de vie » diminue régulièrement depuis 2009.](#)

Source : le Moniteur du 05/10/2016

Marchés publics et sous-traitance : quelles contraintes ?

[Avocat associé du cabinet Symchowicz-Weissberg et associés, Hervé Letellier fait le point sur les conditions dans lesquelles les titulaires de marchés publics peuvent recourir à la sous-traitance et sur la nature des limitations pouvant leur être opposées au regard, notamment, de la décision de la CJUE du 14 juillet dernier \(C-406/14\) ainsi que de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et de son décret d'application du 25 mars 2016.](#)

Source : achatpublic.info du 05/10/2016

Marchés publics : les pistes pour réformer la réforme

Martial Bourquin, sénateur du Doubs, rencontre Bercy prochainement pour discuter de plusieurs dispositions relatives aux marchés publics. Le travail de codification de la commande publique va également débuter, a annoncé Jean Maïa, directeur des affaires juridiques de Bercy le 3 octobre lors d'une conférence de l'Apasp à Paris.

Source : le Moniteur du 04/10/2016

Portrait robot du nouvel acheteur public : regards croisés

Faire de la commande publique un acte économique, au service d'objectifs sociaux, environnementaux, et d'innovation, c'est la marque de la nouvelle réglementation des marchés publics. Lors du second Forum des acheteurs publics organisé par la Gazette, à Lyon le 22 septembre, un économiste, Jean-Lou Lemaindre, président de l'Association des Acheteurs Publics (AAP) et un juriste, Arnaud Latreche, adjoint au Directeur commande publique et valorisation immobilière du département de la Côte d'Or, ont dressé le portrait robot du nouvel acheteur public.

Source : la gazette des communes du 04/10/2016

Urbanisme

Lancement d'un AMI en Essonne pour aménager 48 hectares autour du futur stade de rugby

Créer une nouvelle destination à l'échelle métropolitaine à proximité du futur stade de rugby qui devrait être construit sur l'ancien hippodrome de Ris-Orangis (Essonne) : telle est l'ambition des collectivités locales concernées qui lancent à cet effet un appel à manifestation d'intérêt auprès des investisseurs et des opérateurs de loisirs, du divertissement, du commerce, de l'hôtellerie, du logement, etc.

Source : le Moniteur du 05/10/2016

Roland-Garros : le permis de construire n'est plus suspendu

Le Conseil d'Etat a annulé le 3 octobre un jugement de mars 2016 du tribunal administratif de Paris qui avait suspendu le permis de construire accordé par la maire de Paris à la Fédération française de tennis pour la restructuration du stade Roland Garros, sur une parcelle située dans le jardin des serres d'Auteuil.

Source : le Moniteur du 03/10/2016

Environnement / Energie

Ségolène Royal sélectionne pour plus de 60 millions d'euros de programmes contre la précarité énergétique

[La ministre de l'Environnement a dévoilé le 5 octobre les 12 lauréats d'un appel à projets pour lutter contre la précarité énergétique.](#)

Source : le Moniteur du 05/10/2016

Embarquement des travaux de rénovation énergétique : Ségolène Royal propose un décret modificatif

[Face à la fronde menée par les associations du patrimoine contre le décret sur l'embarquement de l'efficacité énergétique lors de ravalement, la ministre de l'Environnement Ségolène Royal proposera un décret modificatif qui devrait être publié au cours du premier trimestre 2017.](#)

Source : le Moniteur du 04/10/2016

Collectivités territoriales

L'Ile-de-France lance un plan régional pour ses espaces verts

[La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a introduit le 3 octobre une conférence réunissant 250 acteurs locaux en vue d'élaborer un vaste plan de revégétalisation qui reste à acter dans le budget 2017 de la collectivité.](#)

Source : localtis.info du 04/10/2016

Simplification

Le Conseil d'Etat veut un "changement profond de culture normative"

[Le Conseil d'Etat a rendu publique, le 27 septembre, son étude annuelle, consacrée à la simplification et la qualité du droit. Déplorant que "les mesures prises depuis vingt-cinq ans n'\[aient\] pas permis d'enrayer la dégradation de la qualité du droit", il appelle à "un changement profond de culture normative".](#)

Source : localtis.info du 04/10/2016

Vu dans les revues

Contrats publics MoniteurJuris n° 168 septembre 2016 p.18, *Dossier – Droit de l'énergie : analyse des évolutions récentes*

Contrats publics MoniteurJuris n° 168 septembre 2016 p.70, *Intégration dans le domaine public et notion de domaine public virtuel*, par Philippe Proot

Contrats et Marchés publics LexisNexis n° 10, Octobre 2016, repère 9, *Sociétés d'économie mixte et quasi-régie : la fin des illusions ?*, François Llorens et Pierre Soler-Couteaux

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 39, 3 Octobre 2016, 2246, *Les sociétés publiques locales interdites d'activités accessoires ?*, par Claude Devès

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 39, 3 Octobre 2016, 2245, *Les SEML peuvent-elles être in house ?*, par Michaël Karpenschif

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 39, 3 Octobre 2016, 2251, *Autorisations d'urbanisme et connaissance acquise du délai de recours (concl. sur CE, 15 avr. 2016, n° 375132)*, par Xavier de Lesquen

Presse

Roland-Garros : le Conseil d'Etat autorise la reprise des travaux

[Le Conseil d'Etat a annoncé ce lundi l'annulation de la suspension de l'un des permis de construire pour l'extension du complexe, décidée en mars par le Tribunal administratif de Paris.](#)

Source : les Echos du 03/10/2016